

Droit Économie Gestion Mention Droit privé Spécialité Droit des affaires

RNCP18929 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	345t, 313, 128g
Code(s) ROME	K1903, K1901, M1205, C1205, C1503
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Franche-Comté - Besançon

<http://www.univ-fcomte.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire du diplôme a bénéficié d'une formation de haut niveau et d'excellence en droit patrimonial et en droit des affaires qui lui permet d'accéder naturellement aux activités :

- d'une part de la défense et du conseil juridiques ou de l'aide et de la médiation judiciaires. En effet, les titulaires du diplôme connaissent un taux de réussite particulièrement élevé à l'examen d'entrée au centre de formation professionnelle des avocats. Surtout, par les compétences qu'ils ont acquises en droit des affaires (droit des sociétés, droit des entreprises, droit des contrats d'affaires, ingénierie contractuelle...), en droit du patrimoine (assurance, optimisation fiscale, produits d'investissement,...) et en droit immobilier (promotion immobilière, assurance construction, investissements immobiliers, montage d'opérations complexes,...) les titulaires du diplôme sont particulièrement prisés des cabinets d'avocats généralistes ou spécialisés qui leur confient les dossiers pointus et techniques relevant de ces différentes matières dans lesquelles seuls peu de professionnels sont compétents;
- d'autre part, du conseil en gestion de patrimoine financier (optimisation fiscale, conseils en investissement, ingénierie juridique et financière...);
- encore, de la direction administrative et financière. En effet, grâce aux nombreuses mises en situation et simulations de cas pratiques auxquelles ils ont été soumis pendant leur formation, les titulaires du diplôme sont amenés, dans le cadre d'une activité en entreprise, à appréhender rapidement et à traiter efficacement toutes les problématiques juridiques, administratives ou financières susceptibles d'affecter le fonctionnement ou l'activité de la structure (rédaction de contrats, suivi de dossiers, gestion du contentieux, analyse financière...);
- et enfin, du management de projet immobilier. En effet, les titulaires du diplôme sont formés au montage et au suivi d'opérations immobilières complexes. Qu'il s'agisse des principes du financement ou de l'ingénierie contractuelle du projet, les titulaires du diplôme peuvent, à court terme, monter une opération de promotion ou de transaction immobilière

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du diplôme est capable de :

- qualifier juridiquement une situation de fait ;

- développer et structurer une argumentation juridique ;
- plaider un dossier contentieux (séminaires de plaidoirie) ;
- optimiser juridiquement et statutairement la situation d'une entreprise ;
- gérer et organiser la vie juridique, administrative et financière d'une entreprise (AG, CA...) ;
- optimiser le contenu d'un contrat d'affaires ;
- déterminer les produits d'assurance nécessaires à l'exercice d'une activité ;
- monter une opération immobilière complexe ;
- déterminer le meilleur outil de gestion patrimoniale ou d'investissement au regard d'une situation donnée ;
- optimiser fiscalement la situation d'une personne physique ou morale...

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- - Barreau ;
- - Magistrature ;
- - Notariat ;
- - Conseil aux entreprises ;
- - Service juridique de PME ou de grandes entreprise(s) ;
- - Service administratif et financier de PME et de grandes entreprises ;
- - Banque ;
- - Assurance ;
- - Gestion de patrimoine ;
- - Promotion immobilière ;
- - Aménagement immobilier.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- - Avocat ;
- - Magistrat ;
- - Notaire ;
- - Juriste d'entreprise ;
- - Juriste d'affaires ;
- - Juriste dans une société de promotion immobilière ;
- - Juriste en cabinet d'affaires ou d'expertise comptable
- - Directeur juridique ;
- - Directeur administratif et financier ;
- - Gestionnaire de patrimoine ;
- - Conseiller en banque et en assurances ;
- - Gestionnaire de projets immobiliers ;
- - Promoteur immobilier ;
- - Gestionnaire immobilier ;

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 524 €

Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) QCX01 — Employés et techniciens commerciaux de la banque · tension 5/5 (Très élevée) QCX02 — Cadres et indépendants commerciaux de la banque · tension 3/5 (Modérée) R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier · tension 5/5 (Très élevée) R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	60 625
Jugés difficiles à recruter	31 %
Emplois saisonniers	7 %
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit QCX01 — Employés et techniciens commerciaux de la banque QCX02 — Cadres et indépendants commerciaux de la banque R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'Enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

idem

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants-chercheurs, enseignants et professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

- Site de l'UFR SJEPPG: <http://sjepg.univ-fcomte.fr>

- Site de l'Université de Franche-Comté : <http://www.univ-fcomte.fr>
- Site du Centre de Recherche Juridique de Franche-Comté : crjfc.univ-fcomte.fr

Université de Franche-Comté

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/18929/>